

# GROUPE EDF RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE 2007

## INDICATEURS

MÉTHODOLOGIE .....	2
RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	3
1. VOLET ÉCONOMIQUE .....	4
2. VOLET ENVIRONNEMENTAL .....	5
3. VOLET SOCIAL .....	12
4. SYNTHÈSE DES INDICATEURS DE PERFORMANCE .....	15

### **EDF publie des informations de Développement Durable (DD) depuis 2001.**

L'ensemble des indicateurs publiés suit les recommandations de la Global Reporting Initiative d'octobre 2006 (GRI 3), référentiel international en termes d'indicateurs de développement durable. Un tableau de concordance avec la GRI illustre cet engagement méthodologique en dernières pages. Outre la collecte des indicateurs de développement durable définis par le Groupe, le reporting intègre la collecte des dépenses de protection de l'environnement. Celles-ci sont publiées dans le présent rapport et permettent de répondre à l'enquête annuelle obligatoire du SESSI (Service des études et des statistiques industrielles du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie) relative aux efforts fournis par les entreprises en matière de protection de l'environnement. Le Groupe s'est engagé en 2005 dans une démarche progressive de vérification de ses données environnementales et sociales et a décidé de soumettre une sélection de données environnementales et sociales à une évaluation externe. Le Groupe souhaite fiabiliser le reporting annuel de ses indicateurs de développement durable consolidés en cherchant à renforcer tout particulièrement la qualité des contrôles mis en œuvre à chaque niveau de collecte et de consolidation, ainsi qu'une meilleure compréhension et application des procédures définies par le Référentiel du Groupe. Des actions d'amélioration ont été apportées en 2007 sur la base des premiers enseignements et continueront de l'être en 2008.



## Indicateurs

# MÉTHODOLOGIE DE REPORTING

### PÉRIMÈTRE DE REPORTING

Le périmètre couvert par le processus de reporting (indicateurs économiques, environnementaux et sociaux) correspond à l'ensemble du groupe EDF tel que défini par la consolidation financière. Plus précisément, ce périmètre englobe EDF société-mère et les filiales intégrées de manière globale ou proportionnelle. Les filiales mises en équivalence sont exclues du champ de collecte, de même que les holding financières et les sociétés immobilières.

La Direction Développement Durable définit le périmètre couvert par le processus de reporting sur la base :

- du périmètre de consolidation fourni semestriellement par la Direction financière,
  - de critères liés à la pertinence en termes de Développement Durable de l'activité même des filiales.
- En effet, certaines filiales incluses dans le périmètre financier pourront ne pas figurer dans le périmètre Développement Durable en raison de leur activité et/ou de leur taille peu impactantes dans les problématiques environnementale et sociale.

Entités présentes dans le périmètre de consolidation au 31/12/2007 et incluses dans le périmètre Développement Durable :

**France :** Électricité de France<sup>1</sup> (ERDF inclus), RTE, Électricité de Strasbourg, Tiru, EDF Énergies Nouvelles, Dalkia Investissements et Dalkia International, SOCODEI, EDF Trading, TENESOL.

**Europe :** ECK (Pologne), Kogeneracja (Pologne), ECWV (Pologne), Ersa (Pologne), Zielona Gora (Pologne), Demasz (Hongrie), Bert (Hongrie), EnBW (Allemagne), Fenice (Italie), Edison (Italie), EDF Energy (GB), SSE (Slovaquie).

**Amérique :** Norte Fluminense (Brésil).

**Asie Pacifique :** Figlec (Chine), Synergie (Chine), Mecco (Viêt-Nam).

**Afrique :** Azito (Côte-d'Ivoire).

Concernant les données environnementales, les critères retenus ont été déterminés sur la base des activités industrielles significatives en termes d'impact environnemental des filiales. De plus, seules les entités ayant intégré le périmètre de consolidation depuis plus d'un an, ainsi que les entités encore présentes dans le périmètre de consolidation au 31/12/2007, ont été retenues.

Concernant les données sociales, en plus de ces critères, le périmètre de consolidation du Groupe pour les données sociales n'a retenu que les sociétés dont l'effectif physique est significatif en termes de ressources humaines (supérieur à 50).

Par conséquent, les écarts entre les périmètres de reporting des indicateurs sociaux et environnementaux sont les suivants :

- Filiales prises en compte par le reporting des indicateurs environnementaux et non par le reporting des indicateurs sociaux : Dalkia Investissement (France),
- Filiales prises en compte par le reporting des indicateurs sociaux et non par le reporting des indicateurs environnementaux : SSE (Slovaquie), EDF Belgium (Belgique), Tenesol (France), Supra (France), Edison (Italie), Synergie (Chine).

Compte tenu des difficultés de collecte, le périmètre de reporting peut varier selon les indicateurs. Il est précisé pour chaque indicateur communiqué.

### Consolidation des données

La collecte des données sociales et environnementales a été réalisée via le progiciel de consolidation Edifis pour les filiales du Groupe. Concernant le périmètre EDF société-mère, la collecte des données environnementales s'est effectuée via le progiciel AEPR, les deux progiciels servant à la consolidation des données du Groupe. Parallèlement, une consolidation sous Excel a été effectuée de manière à s'assurer de la cohérence des remontées environnementales.

### INFORMATIONS SUR LES INDICATEURS COLLECTÉS

Les principaux indicateurs environnementaux ont fait l'objet d'une fiche descriptive et méthodologique (en français et anglais) fournie par la Direction du Développement Durable à son réseau de correspondants. Ces derniers veillent à leur diffusion auprès des différents échelons de collecte.

De même, les 29 indicateurs sociaux Groupe ont fait l'objet d'une fiche de définition (en français et en anglais) et sont collectés via la Direction du Controlling RH. Cette direction a assuré la diffusion des fiches de définition à ses correspondants et la collecte des données RH sur la base des outils de reporting existants.

Comme pour l'exercice 2006, les dépenses liées à la protection de l'environnement ont été calculées sur la base de la recommandation du Conseil national de la comptabilité d'octobre 2003. Ces dépenses sont ainsi ventilées en 9 domaines conformément à la classification d'Eurostat et incluent dans leur calcul les dotations aux provisions pour risques environnementaux.

La collecte de ces dépenses est régie par une triple référence :

- Une note cadre comptable datée du 22 septembre 2005,
- Une note cadre qualitative datée du 26 octobre 2005, actualisée en octobre 2007 et qui remplace la précédente note de janvier 1998,
- Et, éventuellement, une note de déclinaison de la note ci-dessus réalisée par chaque entité émettrice. Chacune des notes cadres ainsi que les matrices de collecte des indicateurs sont disponibles dans les deux langues officielles en vigueur au sein du Groupe (français et anglais).

### Précisions méthodologiques concernant les données environnementales

L'élaboration des données environnementales s'appuie sur des fiches de définition fondées sur le référentiel EDF en vigueur en 2007. Les précisions méthodologiques suivantes sont apportées à certains indicateurs :

- Périmètre de publication des données :
  - ◊ Les données EDF 2007 intègrent ERDF.
  - ◊ Les données Groupe 2007 ne comprennent pas Edison et Dalkia.
- Les données comptables relatives aux provisions pour déconstruction et dernier cœur, ainsi que celles pour fin de cycle du combustible nucléaire, sont des données consolidées Groupe issues de la comptabilité du Groupe.
- Les dépenses de protection de l'environnement sont des dépenses déclarées par les différentes entités du Groupe. Le groupe EDF a appliqué pour 2007, comme en 2006, la recommandation du Conseil national de la comptabilité.
- Les énergies renouvelables recouvrent les énergies hydraulique, éolienne, photovoltaïque, biomasse et marémotrice.
- Les données relatives aux eaux de refroidissement concernent pour l'année 2007 les eaux prélevées et rejetées en mer et en rivière.
- Les données relatives aux déchets conventionnels portent sur l'année 2006 et incluent les déchets générés par EDF et ERDF mais ne comportent pas les déchets de SEI et de la DIRIM. Les déchets conventionnels incluent les déchets industriels non dangereux et dangereux, liés à une activité normale ou exceptionnelle (déchets de chantier, de démolition des centrales, etc.). La part valorisée concerne les déchets conventionnels non dangereux et dangereux.
- L'indicateur « Déchets radioactifs solides de faible et moyenne activité à vie courte produits par les réacteurs en exploitation » ne tient pas compte des déchets de maintenance exceptionnelle (couverts

de cuve, générateurs de vapeur). Le volume de déchets calculé correspond au volume de déchets stockés sur le centre de l'Aube (après compactage des fûts, incinération et fusion).

- L'indicateur « Déchets radioactifs solides de haute et moyenne activité à vie longue » intègre une incertitude liée au ratio de conditionnement (nombre de colis réalisés effectivement suite au traitement d'une tonne de combustible) qui ne peut être constaté qu'a posteriori, ce ratio dépendant essentiellement des mélanges effectués pour optimiser les opérations. L'indicateur est une estimation qui repose sur la pérennité des pratiques actuelles en matière de conditionnement des déchets à vie longue et qui projette sur l'avenir proche le ratio de conditionnement actuel.

### Précisions méthodologiques concernant les données sociales

L'élaboration des données sociales s'appuie sur un glossaire de définitions précisées en 2007.

Les précisions méthodologiques suivantes sont apportées à certains indicateurs :

*Pour EDF*

- Les données 2007 intègrent ERDF.
- Les effectifs d'EDF publiés prennent en compte un pourcentage d'effectif mixte qui travaille pour EDF et Gaz de France.
- Les effectifs 2007 n'intègrent pas, comme en 2006, les médecins du travail, les personnes employées dans le cadre des diverses mesures d'ordre social et les apprentis, soit 3 193 personnes au 31 décembre 2007. Les absences de longue durée (> 90 jours) sont exclues.
- La méthode de calcul du taux d'absentéisme a évolué par rapport à 2006. Dans le calcul 2007, seules les absences correspondant aux catégories suivantes ont été prises en compte : absences diverses (absences non rémunérées, absences injustifiées...), absences pour maladie et absences pour accident. Les absences relatives aux activités sociales et syndicales, les congés de préretraite notamment, ne sont pas intégrées.
- Le taux de gravité ne prend pas en compte les jours d'arrêt de 21 accidents sur les 516 accidents déclarés en 2007 pour lesquels la donnée n'est pas disponible.

*Pour les données Groupe*

- L'effectif hommes est calculé par différence entre l'effectif total et l'effectif femmes.
- L'effectif hommes cadres est calculé par différence entre l'effectif total cadres et l'effectif femmes cadres.
- Les pratiques de reporting actuelles prennent en compte certaines spécificités du Groupe qui génèrent des écarts entre l'effectif 2007 reporté et l'effectif recalculé à partir de l'effectif 2006 et des entrées/sorties : mixité des effectifs de EDF (pourcentage de mixité EDF-Gaz de France non pris en compte en cas de mutation), variations de périmètre d'entités consolidées, mouvements internes au Groupe.
- Pour Dalkia International, le nombre d'heures travaillées pris en compte dans le calcul du taux de fréquence a été estimé sur la base de l'effectif temps plein de Dalkia International multiplié par 1 700 heures.

1. Dénommée EDF tout au long de cette publication.

# Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes de certains indicateurs environnementaux et sociaux publiés dans le Rapport annuel sur le développement durable 2007 du groupe EDF

## À L'ATTENTION DE LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU GROUPE EDF

À la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de Commissaires aux comptes du groupe EDF, nous avons effectué un examen visant à nous permettre d'exprimer une assurance modérée sur les indicateurs environnementaux et sociaux (« les données ») sélectionnés par le groupe EDF et identifiés par le signe \* dans les tableaux présentés aux pages 15 à 19 du cahier des indicateurs du Rapport annuel sur le développement durable pour l'exercice 2007.

Ces données ont été préparées sous la responsabilité de la Direction du Développement Durable en lien avec la Direction des Ressources Humaines, conformément au protocole interne de mesure et de reporting consultable auprès de la Direction du Développement Durable et du Controlling RH. La note méthodologique figurant en page 2 apporte des précisions sur les méthodologies de collecte des données utilisées pour calculer les indicateurs publiés. Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion sur les données sélectionnées.

### Nature et étendue des travaux

Nous avons mis en œuvre des diligences limitées conduisant à une assurance modérée sur le fait que les données sélectionnées ne comportent pas d'anomalies significatives. Une assurance de niveau élevé aurait nécessité des travaux plus étendus.

- Nous avons apprécié les référentiels relatifs au reporting des données environnementales et sociales au regard de leur pertinence, leur fiabilité, leur objectivité, leur caractère compréhensible et leur exhaustivité;
- Nous avons mené des entretiens au niveau des Directions suivantes: Direction du Développement Durable, Direction Controlling, Direction des Ressources Humaines, Direction Production Ingénierie, Direction Recherche & Développement, Direction International & Gaz et d'une sélection de Divisions<sup>1</sup>, de filiales<sup>2</sup> et de sites<sup>3</sup> du Groupe auprès des personnes concernées par l'application du référentiel;
- Nous avons réalisé, par sondage, des tests arithmétiques sur le calcul de ces indicateurs pour les sites sélectionnés et mené des tests de cohérence sur leur consolidation. Nos tests ont été réalisés auprès d'un échantillon de 18 sites, représentant en moyenne 17 % des données environnementales et 21 % des données sociales sélectionnées.

Les travaux mis en œuvre ne permettent pas de formuler une assurance pour l'ensemble du Groupe sur l'exactitude et l'exhaustivité des données. En conséquence, les conclusions présentées ci-après ne portent que sur les entités et les données sélectionnées.

- Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de ces travaux, aux experts en environnement et développement durable de nos cabinets.

### Commentaires relatifs aux référentiels de reporting du Groupe et à leur application

Par rapport à l'exercice 2006, nos travaux nous ont amenés à constater les évolutions suivantes:

- L'intégration du reporting des indicateurs environnementaux et sociaux dans l'outil de reporting financier EDIFS a permis d'améliorer le processus de collecte des données extra-financières;
- Le référentiel de reporting social a été amélioré par la mise à jour des fiches-indicateurs et par l'élaboration de procédures de collecte et de contrôle des données qui clarifient les rôles et les responsabilités de chacun;
- Le référentiel de reporting environnemental a été complété par la mise à jour de la procédure de contrôle des données.

Les procédures relatives aux référentiels pour le reporting des données sociales et environnementales sélectionnées, appellent de notre part les commentaires suivants:

- L'application des procédures de contrôle devrait être renforcée à chaque niveau de collecte et de consolidation, notamment en ce qui concerne les indicateurs effectifs fin de période, jours d'arrêt et heures travaillées;
- Les fiches de définition des indicateurs environnementaux devraient être clarifiées afin d'en renforcer la compréhension par les filiales, notamment en ce qui concerne les dépenses de protection de l'environnement.

### Conclusion

Dans le cadre de nos travaux, nous avons constaté que les indicateurs de déchets conventionnels liés aux activités de distribution étaient sous-estimés en raison d'une remontée non exhaustive des données relatives aux différents types de déchets conventionnels existants (notamment, poteaux en béton et transformateurs). Les déchets conventionnels liés aux activités de distribution compris dans le rapport annuel sur le développement durable 2007 du groupe EDF représentent 2 893 tonnes de déchets dangereux, 35 811 tonnes de déchets non dangereux et 31 539 tonnes de déchets valorisés.

Sur la base de notre examen limité et sous cette réserve, nous n'avons pas relevé d'autres anomalies significatives de nature à remettre en cause le fait que les données sélectionnées ont été établies, sur le périmètre décrit précédemment, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux référentiels mentionnés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 21 mars 2008

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Michel Piette

Jean-Louis Caulier

Tristan Guerlain

Patrick Suissa

1. Divisions: Production Nucléaire, Combustible Nucléaire, Production et Ingénierie Thermique, Centre d'Ingénierie de Déconstruction et d'Environnement, SMaRT, Unité Technique Opérationnelle.

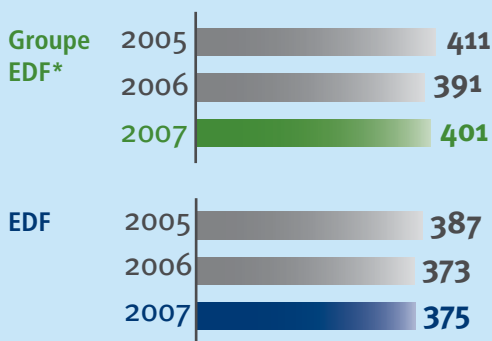
2. Filiales: EDF Energy (UK), EnBW (D), RTE (F), Tiru (F), ERDF (F).

3. Sites: Centrale thermique de Blénod (F), Centrale thermique de La Maxe (F), Centrale Nucléaire de Production d'Électricité de Golfech (F), Centrale Nucléaire de Production d'Électricité de Tricastin (F), Centrale en déconstruction de Chinon (F), Unité Réseau Électricité de Midi-Pyrénées (F), Unité Réseau Électricité du Val d'Allier (F), Centrale de Cottam (UK), ERSa (PL), Kraftwerk Altbach (D), Incinérateur de Saint-Ouen (F), Incinérateur de Villefranche (F), Unité de service d'Île-de-France (F), Unité de service Ouest (F), Unité Régionale RTE de Normandie-Paris (F), Domaines de recherche et développement (F): Énergies renouvelables et environnement transverse, Nucléaire et Commercial.

# Indicateurs VOLET ÉCONOMIQUE

## 1. VOLET ÉCONOMIQUE

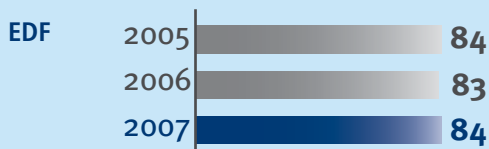
### DÉPENSES R&D (en millions d'euros)



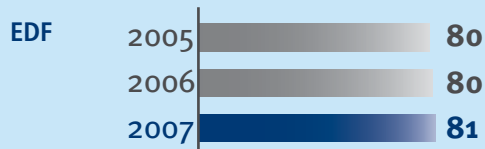
En 2007, le montant global des dépenses de Recherche et Développement d'EDF inscrit au compte de résultat s'élève à 375 millions d'euros, dont plus de 100 millions d'euros ont été consacrés à la protection de l'environnement : efficacité énergétique des usages de l'énergie, recherche sur les énergies renouvelables, impact local du changement climatique, autres études bénéficiant à la problématique environnementale (biodiversité, qualité de l'eau, réduction des nuisances...).

\*Hors Edison et Dalkia.

### SATISFACTION CLIENTÈLE PARTICULIERS (en %)



### SATISFACTION CLIENTÈLE PROFESSIONNELS (en %)



### PROVISIONS POUR DÉCONSTRUCTION ET DERNIER CŒUR<sup>1</sup> DU GROUPE EDF (en millions d'euros)



### PROVISIONS POUR AVAL DU CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE DU GROUPE EDF (en millions d'euros)



Ces provisions concernent tout l'aval du cycle nucléaire : le retraitement des combustibles nucléaires, le traitement de déchets anciens ainsi que la déconstruction des usines de retraitement de Marcoule et de La Hague.

1. Dernier cœur : charge de combustible nucléaire d'un réacteur.

## 2. VOLET ENVIRONNEMENTAL

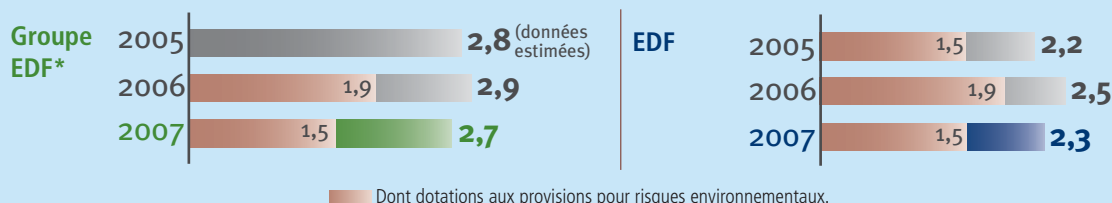
### 2.1 MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

Obtenu en 2002 et renouvelé en 2005 pour trois ans, la certification ISO 14001 du groupe EDF représente l'un des plus importants certificats ISO 14001 des groupes industriels mondiaux. En 2006, après un cycle de fonctionnement de 3 ans, le Système de Management Environnemental (SME) du Groupe a été simplifié au niveau organisationnel et documentaire. Le Programme de

Management Environnemental a été entièrement repris afin de classer la centaine d'actions selon les 10 engagements de la politique environnementale adoptés par le Groupe en juin 2005.

À chaque action est désormais associée un objectif annuel et un indicateur, ce qui permet d'évaluer objectivement la performance environnementale annuelle globale.

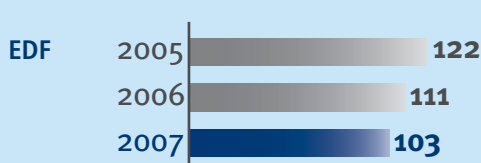
#### DÉPENSES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (en milliards d'euros)



La baisse des dépenses environnementales est notamment due à une baisse des dotations aux provisions : il s'agit de l'application par EDF au 31/12/2007 de la loi du 28 juin 2006 sur les déchets. EDF a notamment révisé ses provisions sur la base d'un scénario d'entreposage de longue durée puis de stockage direct de son combustible.

\*Hors Edison et Dalkia.

#### DÉPENSES DE R&D DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT POUR EDF (en millions d'euros)



Les dépenses de R&D dans le domaine de l'environnement ont enregistré une baisse de l'ordre de 7 %, après plusieurs années de hausse régulière et une diminution en 2006. Cette baisse est due essentiellement à un effort de productivité et à une baisse générale des dépenses de R&D. D'une manière générale, on constate une augmentation significative des thèmes Maîtrise de l'Énergie (MDE), Énergies Renouvelables (EnR), climat, biodiversité et sols-nappes; une relative stabilité sur les thèmes air ambiant et bruit; une diminution sur les thèmes environnement aquatique, déchets et transport électrique.

#### Dépenses de R&D dans le domaine de l'environnement par domaines pour EDF

Les principales évolutions par domaine pour l'année 2007 sont les suivantes :

- légère hausse du domaine commercial (+ 4 %), liée à une augmentation des études MDE et EnR bâtiments;
- légère baisse des domaines EnR (- 2 %), Réseaux de distribution (- 1 %), et Thermique à flamme (- 5 %). Cette dernière est essentiellement due à une diminution des études liées à la pollu-

tion atmosphérique, en lien avec leur transfert partiel vers le laboratoire commun du CEREAS;

- baisse significative des domaines Hydraulique (- 7 %), Environnement Transverse (- 15 %), et Nucléaire (- 20 % R&D et - 12 % CEA). Cette baisse est particulièrement sensible sur l'environnement aquatique (hydraulique et nucléaire) et sur les sciences dites « molles » (sociologie et économie de l'environnement).

Domaines	Dépenses 2007 (%)
Commercial	37 %
Nucléaire	17 %
Nucléaire CEA	13 %
Énergies renouvelables (hors bâtiment)	9 %
Thermique à flamme	6 %
Hydraulique	4 %
Réseaux distribution	2 %
Environnement transverse	9 %
Management d'énergie	1 %
Travaux	1 %

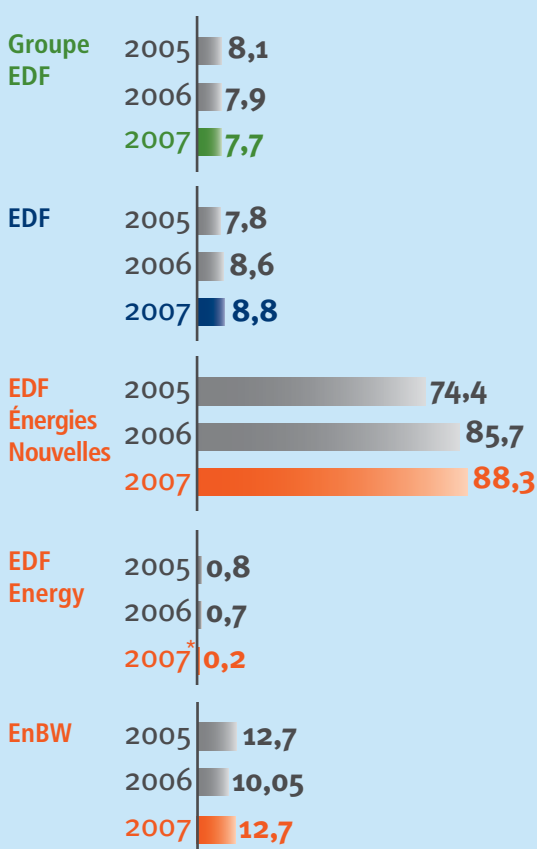
# Indicateurs

## VOLET ENVIRONNEMENTAL

### 2.2 ORIGINE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE LA CHALEUR PRODUITES ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

#### PART DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE LA CHALEUR PRODUITES À PARTIR DE SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR EDF, LE GROUPE EDF ET LES PRINCIPALES FILIALES DU GROUPE (en %)<sup>1</sup>

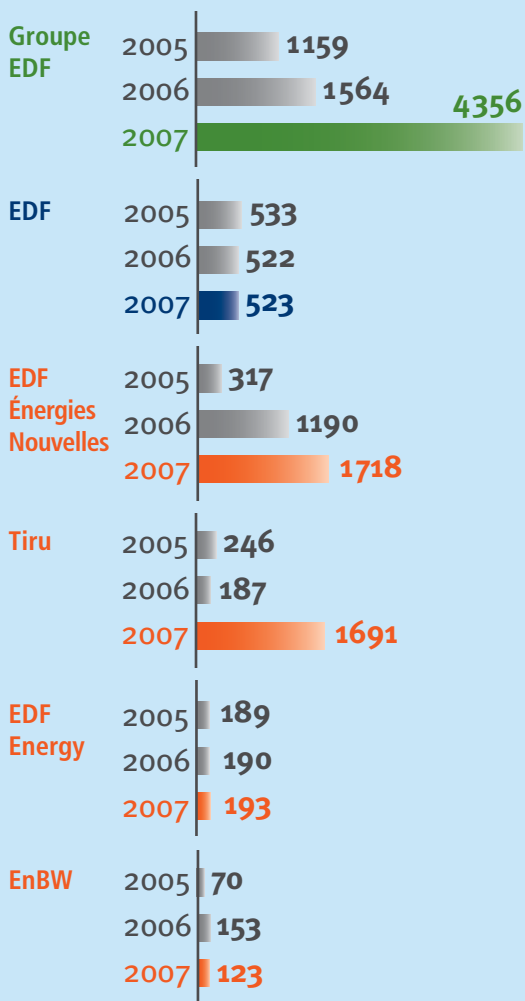
(NB : la production hydraulique intègre l'énergie produite par les STEP – Station de Transfert d'Énergie par pompage)



1. En 2007, les quantités produites comprennent l'électricité et la chaleur.

\* La modification de la méthode de calcul en 2007 explique cette diminution.

#### QUANTITÉ D'ÉLECTRICITÉ ET DE CHALEUR PRODUITES À PARTIR DE SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLE HORS HYDRAULIQUE (en GWh)<sup>1</sup>



La production d'électricité à partir d'énergie renouvelable (hors hydraulique) continue d'augmenter : + 2792 GWh dans le Groupe entre 2006 et 2007, dont 1504 GWh proviennent de la biomasse de la filiale Tiru.

— Groupe EDF — EDF — Filiales

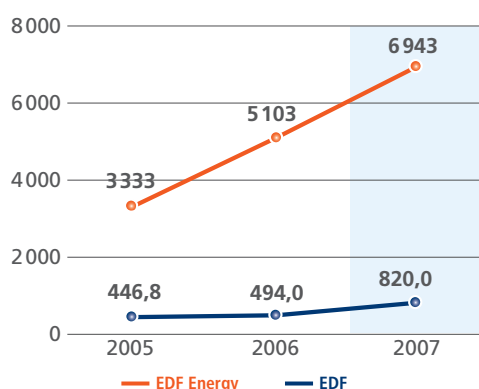
Le Groupe a poursuivi en 2007 le renforcement de ses capacités de production dans l'éolien qui représente un marché en forte croissance, principalement au travers de sa filiale EDF Énergies Nouvelles. En 2007, EDF EN a mis en service de nouveaux parcs éoliens : Luc-sur-Orbieu (16 MW) en France, Sant'Agata (72 MW) en Italie, Red Tile (24 MW) au Royaume-Uni, Kalyva et Perdikovouni (36 MW) en Grèce ainsi que Fenton (205,5 MW) et Pomeroy (198 MW) aux États-Unis. L'entreprise a démarré de grands chantiers en France (13 parcs : 328 MW) dont Salles-Curan (87 MW), au

Portugal Arada (112 MW) et Altominho (240 MW) et aux États-Unis Goodnoe (94 MW). En offshore, la construction de 30 MW au large des côtes belges a été lancée par le consortium C-Power (20,8 % EDF EN). Aux États-Unis, la société a conclu trois contrats d'exploitation-maintenance pour des turbines d'une capacité globale de 868 MW, dont 508 MW avec MidAmerican Energy. Le groupe EDF compte tripler, seul ou avec des partenaires, ses capacités installées en énergies renouvelables (hors hydraulique) d'ici 2012.

## VENTE D'ÉLECTRICITÉ VERTE À DES CLIENTS FINALS

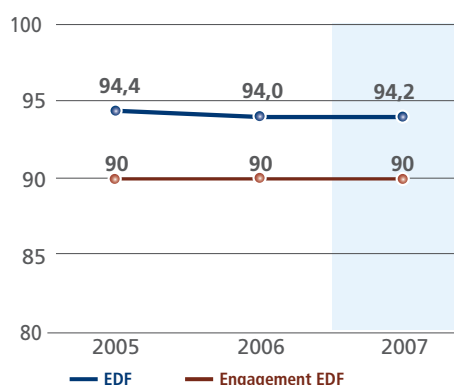
(en GWh)

Il s'agit de la quantité d'électricité vendue sur des offres spécifiques garantissant l'origine renouvelable des kWh fournis (offres « Équilibre » et « Équilibre+ », et offres similaires proposées par les autres sociétés du Groupe).



## 2.3 INTÉGRATION DES OUVRAGES

### POURCENTAGE D'ENFOUISSEMENT DES NOUVELLES LIGNES MOYENNE TENSION SUR LE PÉRIMÈTRE EDF EN FRANCE MÉTROPOLITAINE (en %)



Depuis 2002, dans le cadre de ses engagements de service public, EDF enfouit systématiquement les nouvelles lignes moyenne tension dans au moins 90 % des cas. Cet engagement, maintenu et rappelé dans le nouveau Contrat de Service public signé en octobre 2005 avec l'État, est chaque année pleinement respecté.

## 2.4 IMPACTS DES ACTIVITÉS DU GROUPE SUR LES MILIEUX NATURELS

### MATIÈRES PREMIÈRES ET CONSOMMABLES LIÉS À L'ACTIVITÉ DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ D'EDF EN FRANCE (TOUTES FILIÈRES DE PRODUCTION)

	Unité	2005	2006	2007
<b>Matières premières</b>				
Combustible nucléaire chargé en réacteur	t	1253	1227	1151
Charbon	t	6668008	5179480	5970970
Fioul lourd	t	1804930	1646212	1457050
Fioul domestique	t	286073	264173	259659
Gaz non industriel	10 <sup>3</sup> m <sup>3</sup>	35489	15075	23718
Gaz industriel	10 <sup>3</sup> m <sup>3</sup>	1565130	1585350	1292403
<b>Consommables</b>				
Huiles	t	980	1065	1279
Calcaire (incluant chaux blanche en poudre)	t	56915	38823	41352
Chaux	t	1467	1297	1215
Soude	t	2600	2137	2396
Acide chlorhydrique	t	2711	1117	4159
Acide sulfurique	t	21921	23896	24441
Hydrazine	t	65	101	90
Bore	t	340	277	250
<b>Énergie</b>				
Consommations internes, électricité de pompage	TWh	6,6	7,5	7,7
Consommations internes, électricité	TWh	23,5	23,4	23,1
<b>Eau<sup>1</sup></b>				
Eau de refroidissement prélevée en rivière et en mer	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup>	20,6	19,5	41,2
Eau de refroidissement restituée en rivière et en mer	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup>	20,1	19,0	40,7
Eau de refroidissement évaporée	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup>	0,5	0,5	0,5

1. À partir de 2007, intégration des volumes d'eaux de mer.

# Indicateurs

## VOLET ENVIRONNEMENTAL

### IMPACTS ATMOSPHÉRIQUES

Outre le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), principal gaz à effet de serre, les autres rejets des centrales thermiques à flamme (charbon, fioul, gaz) dans l'atmosphère sont le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) et les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>). Pour réduire ces émissions, on peut :

- limiter ces émissions à la source (dans le combustible ou dans la chambre de combustion) ;
- choisir des technologies de combustion qui, par conception, sont peu polluantes ;
- dépolluer les gaz de combustion en traitant les fumées avant rejet dans l'atmosphère.

En ce qui concerne EDF, les fluctuations interannuelles observées dans le contenu équivalent en CO<sub>2</sub>, en SO<sub>2</sub> et en NO<sub>x</sub> du kilowattheure produit sont essentiellement dues aux conditions climatiques de l'année, qui déterminent le recours plus ou moins important au parc thermique à flamme (les années très sèches, qui limitent le recours à l'hydraulique, ou les hivers très rigoureux, qui engendrent des pointes importantes de consommation en hiver, augmentent la part du thermique classique et donc des émissions atmosphériques associées dans le kilowattheure moyen de l'année).

### Effet de serre

Premier par sa taille en Europe, le groupe EDF (hors Edison et Dalkia) émet 78,3 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an à l'échelle mondiale.

En France, parmi les industriels, EDF est le deuxième émetteur de CO<sub>2</sub> avec 20,5 millions de tonnes annuelles.

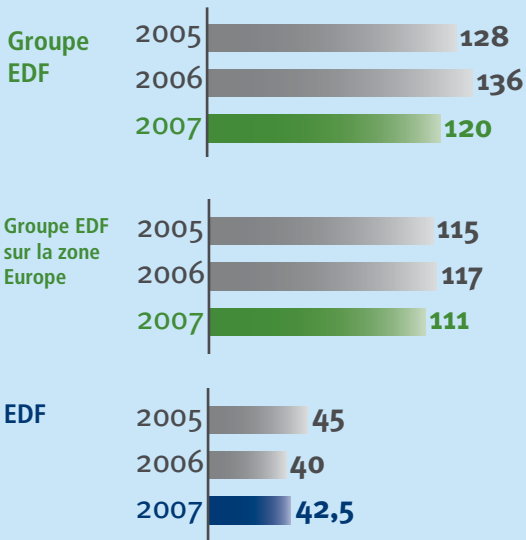
Avec une production globale d'énergie électrique d'EDF en légère diminution d'une année sur l'autre, les émissions de gaz à effet de serre du parc EDF sont toutefois légèrement remontées en 2007 avec une augmentation de 3 % par rapport à 2006.

Les moins bonnes performances du parc nucléaire expliquent en grande partie cette augmentation. Elles ont, en effet, contribué à solliciter le thermique à flamme de la métropole de façon sensible par rapport à l'année précédente, la production hydraulique étant restée quasiment stable. La part prépondérante du continent, responsable de 86 % du total des émissions, influence le résultat. Sur cette zone, la progression des émissions de 4,1 %, est à corrélérer avec l'augmentation de la production classique qui a été de 5,5 %.

Cette situation métropolitaine masque la stagnation, voire la légère diminution des émissions suivant les zones, en ce qui concerne la Corse et les départements et territoires d'outre-mer. Le bilan des émissions 2007 dans ces régions, est surtout marqué par la poursuite de la diminution des émissions des oxydes d'azote qui avait été initiée en 2006, et est clairement liée à l'installation de système de dénitrification sur les centrales de Vazzio en Corse et de Bellefontaine en Martinique. Le contenu équivalent en CO<sub>2</sub> du kWh produit par le groupe EDF reste très inférieur aux moyennes nationales d'émission dans les pays de l'Union européenne. Le parc français, grâce au nucléaire et à l'hydraulique, reste l'un des parcs les moins émetteurs avec **42,5 grammes par kWh en 2007.**

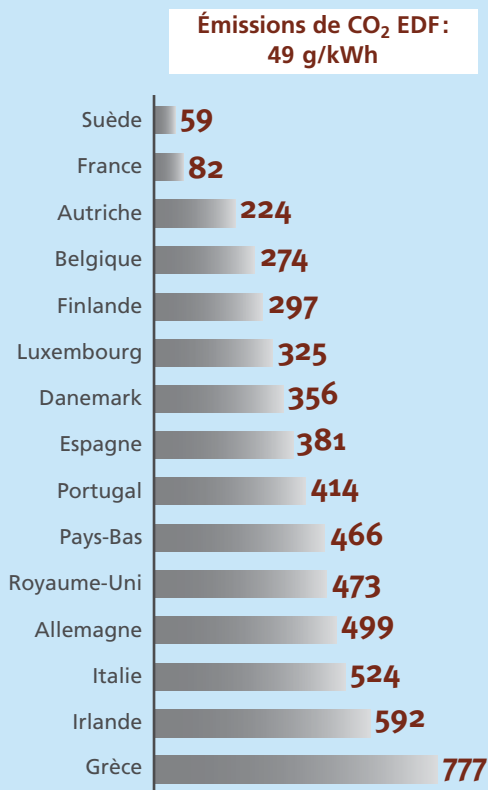
### EFFET DE SERRE

Émissions de CO<sub>2</sub> dues à la production d'électricité et de chaleur (en g/kWh)<sup>1</sup>



1. Les données Groupe 2007 n'incluent pas Edison, ni Dalkia.

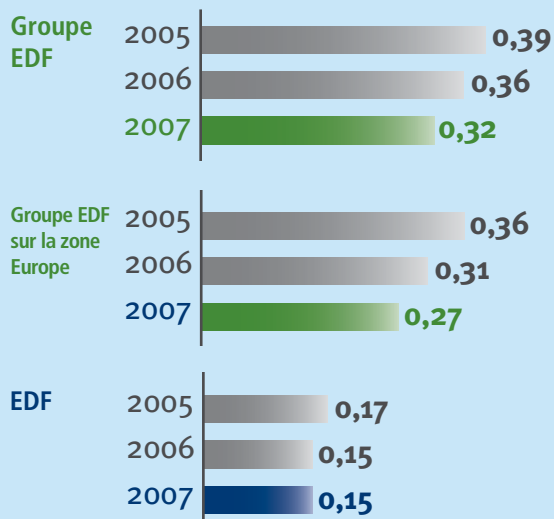
### COMPARAISON DES ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> PAR KWH EN 2003 POUR LE SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE LA CHALEUR DANS L'UE



Source : AIE – Agence internationale de l'énergie – 2005.

## ACIDIFICATION

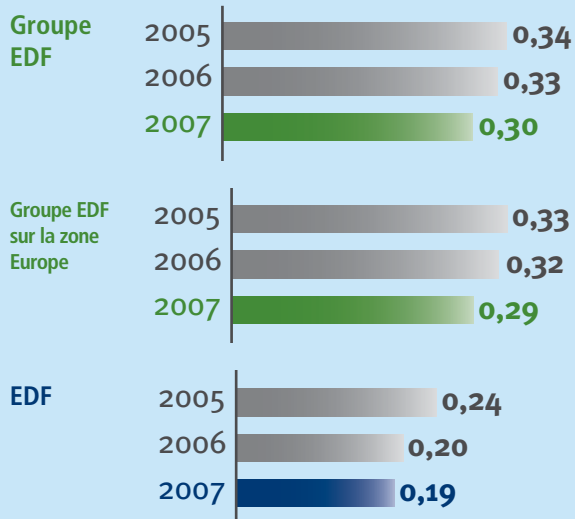
Émissions de SO<sub>2</sub> dues à la production d'électricité et de chaleur (en g/kWh)<sup>1</sup>



La baisse généralisée à l'échelle du Groupe des émissions de SO<sub>2</sub> s'explique en partie par la forte diminution des émissions d'EDF Energy qui a divisé par deux ses émissions de SO<sub>2</sub> par rapport à 2006, notamment grâce à l'installation progressive de dispositifs de désulfuration des gaz de fumée sur l'ensemble des chaudières de la centrale de Cottam.

## NITRIFICATION

Émissions de NOx dues à la production d'électricité et de chaleur (en g/kWh)<sup>1</sup>



1. Les données Groupe 2007 n'incluent pas Edison, ni Dalkia.

# Indicateurs

## VOLET ENVIRONNEMENTAL

### REJETS RADIOACTIFS DANS L'AIR ET DANS L'EAU

Les centrales nucléaires n'émettent ni CO<sub>2</sub> (la production d'électricité d'origine nucléaire ne contribue pas à l'effet de serre), ni SO<sub>2</sub>, ni NO<sub>x</sub> dans l'atmosphère. Elles rejettent des effluents dans l'air et dans l'eau qui sont désormais affichés selon une nouvelle réglementation (9 types de données sont distingués au lieu de 4 publiées précédemment) mise en œuvre pour la première fois en 1999 (site de Saint-Laurent), laquelle a été progressivement généralisée lors du renouvellement des arrêtés de rejets des centrales nucléaires. Depuis janvier 2002, tous les sites appliquent cette réglementation.

De manière générale, les rejets radioactifs liquides et gazeux sont en baisse continue et n'atteignent pas 10 % des limites réglementaires.

Les opérations liées à la construction et à la démolition sont les activités les plus génératrices de déchets conventionnels : elles totalisent près de 18300 tonnes en 2006, soit 18 % des quantités totales de déchets, en régression de 6700 tonnes et de 12 points par rapport à l'année précédente, revenant à la part qu'ils occupaient dans le bilan 2004.

Le nouveau logiciel OGIDE, en cours de déploiement, permettra tout à la fois d'établir un bilan pour l'ensemble du Groupe et de répondre à la nouvelle réglementation.

En 2006, les activités de production et de recherche et développement d'EDF ont généré 99002 tonnes de déchets conventionnels, en hausse de 14 % par rapport à 2005. Cela s'explique par des évacuations ponctuelles de déchets en quantités très importantes par quelques sites et confirme la sensibilité du bilan total à la réalisation de travaux de déconstruction/rénovation ou d'entretien (curage de sédiments, nettoyage d'aéroréfrigérants). Sur l'ensemble des déchets, le taux de valorisation des déchets progresse de 8 % entre 2005 et 2006, au détriment de la mise en décharge. Il concerne 64,5 % des déchets évacués.

L'indicateur national de valorisation (interne à la DPI et à la R&D), basé sur 45 types de déchets valorisables, est de 84,3 % et a encore progressé cette année de 0,5 point. Il reste donc au-dessus de l'objectif de 80 % fixé en 2006 dans le cadre de la démarche ISO 14001.

### REJETS RADIOACTIFS DANS L'AIR

EDF	Unité	2005	2006	2007
Gaz rares	TBq* par tranche	0,5	0,7	0,5
Carbone 14	TBq* par tranche	0,18	0,18	0,17
Tritium**	TBq* par tranche	0,73	0,52	0,47
Iodes	GBq* par tranche	0,031	0,041	0,024
Autres produits de fission et d'activation	GBq* par tranche	0,003	0,003	0,003

### REJETS RADIOACTIFS LIQUIDES

EDF	Unité	2005	2006	2007
Tritium	TBq* par tranche	16,3	17,9	16,9
Carbone 14	GBq* par tranche	13,3	13,3	13,6
Iodes	GBq* par tranche	0,01	0,01	0,01
Autres radioéléments	GBq* par tranche	0,3	0,3	0,3

\* L'activité d'une substance est mesurée en becquerels (Bq, unité légale de mesure internationale utilisée en radioactivité). Cette unité représente des activités tellement faibles qu'on utilise habituellement ses multiples : le GBq (Giga ou milliard de becquerels) ou le TBq (Tera ou mille milliards de becquerels).

\*\* Le Tritium, isotope de l'hydrogène, est un radioélément faiblement radioactif produit au sein de l'eau du circuit primaire du réacteur. Il existe à l'état naturel en faibles doses dans les eaux de mer et de pluie.

## DÉCHETS RADIOACTIFS

Les déchets de très faible activité (TFA) ont une radioactivité très proche de la radioactivité naturelle (environ 100 Bq/g). Ils sont issus de l'exploitation et la déconstruction des centrales nucléaires et sont principalement constitués de gravats et ferrailles. Ils représentent, en masse brute, environ 17 g/habitant/an.

Ils sont pris en charge par l'Andra dans son centre de stockage de Morvilliers, dans l'Aube.

Les déchets à vie courte de faible et moyenne activités, issus de l'exploitation et la maintenance des centrales (tenues de protec-

tion, vinyles, tissus...), sont triés, conditionnés et envoyés en stockage au centre de l'Andra à Soulaïnes, dans l'Aube. Leur radioactivité est inférieure à 1 million Bq/g. Ils représentent environ 70 g/habitant/an.

Les déchets à vie longue, moyennement (plus de 1 million Bq/g) ou hautement radioactifs (plus de 1 milliard Bq/g) résultent du traitement des combustibles usés par Areva dans son usine de La Hague. Environ 360 m<sup>3</sup> sont produits par an. Ils représentent 7 g/habitant/an. Ils sont, selon leur nature, compactés ou vitrifiés et entreposés dans l'usine.

## DÉCHETS ET SOUS-PRODUITS (GÉNÉRÉS PAR EDF)

	Unité	2005	2006	2007
<b>DÉCHETS<sup>1</sup></b>				
Déchets industriels conventionnels	t	138 126	137 706	NC
Dont déchets industriels conventionnels valorisés	t	74 119*	97 243	NC
Déchets radioactifs solides de faible et moyenne activité à vie courte (hors générateurs de vapeur et couvercles de cuve)	m <sup>3</sup> /TWh	14,0	12,8	10,8
Déchets radioactifs solides de haute et moyenne activité à vie longue (données estimées)	m <sup>3</sup> /TWh	0,88	0,87	0,88
Déchets TFA (très faible activité) issus de la déconstruction	t	5 557	4 275	1 703
<b>SOUS-PRODUITS</b>				
Combustible nucléaire usé évacué**	t	1 190	1 199	1 202
Cendres de charbon produites	t	775 921	609 267	696 330
Cendres de charbon valorisées	t	870 927	916 762	852 886
Gypse produit (entièrement valorisé)	t	93 416	66 581	66 370
Boue de désulfuration	t	3 346	2 220	2 734

1. Les déchets conventionnels sont reportés sur l'année précédente (N-1) donc non communiqués (NC) pour l'exercice 2007, mais pour l'exercice 2006.

\* Ce chiffre n'intègre que les déchets non dangereux.

\*\* Ce volume correspond au combustible usé évacué des centrales en vue de leur retraitement à La Hague ; une fois ce dernier effectué, en résultera une part de déchets ultimes de haute activité à vie longue (de l'ordre de 4 %) ainsi que des matières qui pourront être réutilisées (uranium de traitement, plutonium).

# Indicateurs VOLET SOCIAL

## 3. VOLET SOCIAL

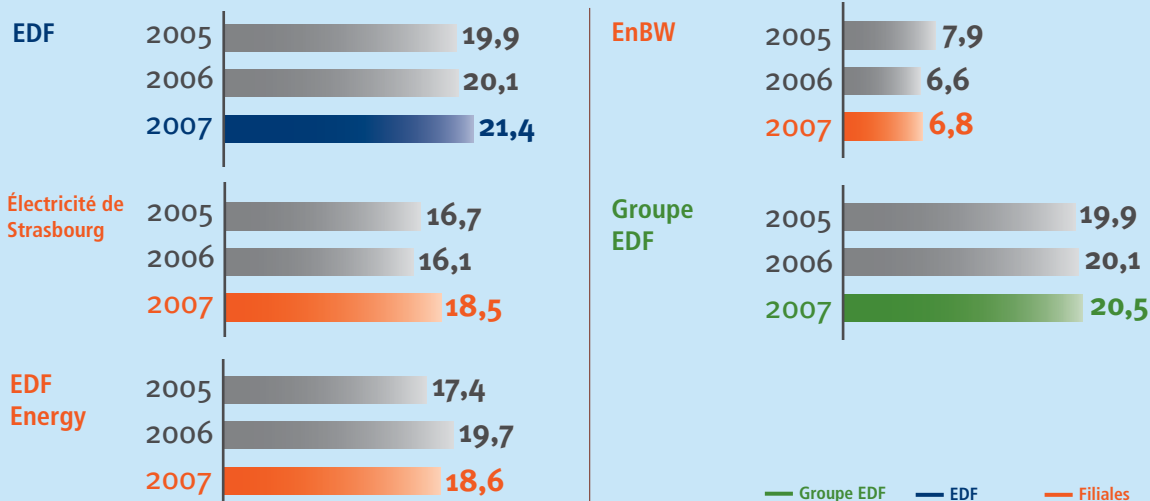
### 3.1 ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes a fait l'objet d'un deuxième accord social d'une durée de quatre ans en décembre 2007. Prenant acte des progrès réalisés, il met l'accent sur l'évolution des mentalités, la promotion de la mixité et de l'égalité professionnelle dans les recrutements, le parcours professionnel, la formation, la rémunération. Il intègre aussi la promotion d'un

meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle.

Le taux de féminisation du collège cadres enregistre une légère progression en 2007, aussi bien pour EDF que pour les autres filiales, EDF Energy excepté. Aujourd'hui, un cadre sur 5 au sein du groupe EDF est une femme.

#### POURCENTAGE DE FEMMES DANS LE COLLÈGE CADRES (en %)

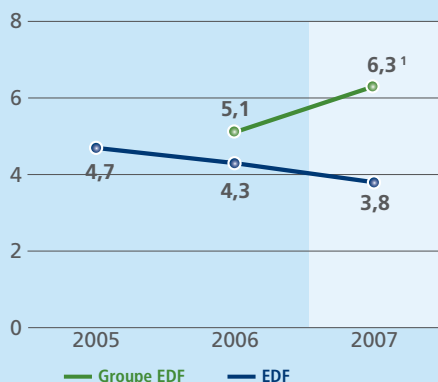


### 3.2 ACCIDENTS DU TRAVAIL

EDF fait de la santé et de la sécurité de ses salariés une priorité. Pilier de l'accord RSE, sa politique s'articule autour de trois familles de risques: ceux liés aux métiers (électrocution, chutes de hauteur), aux risques connexes (accidents routiers, manutention,

plain-pied), aux risques émergents ou à effet décalé (risques chimiques, troubles psychosociaux ou musculo-squelettiques). L'ambition est de construire une politique de Groupe tenant compte de la diversité des situations selon les sociétés.

#### TAUX DE FRÉQUENCE

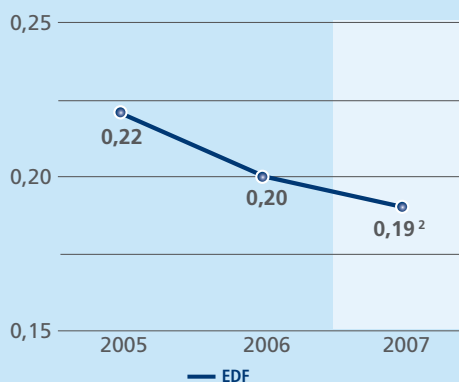


La politique de santé-sécurité déployée en France en 2005 vise à obtenir un taux de fréquence des accidents inférieur à 5; cet objectif est atteint.

1. En 2007, hors EDF Trading et Synergie.

2. Le taux de gravité ne prend pas en compte les jours d'arrêt de 21 accidents sur 516 pour lesquels la donnée n'est pas disponible.

#### TAUX DE GRAVITÉ



## NOMBRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT D'UN JOUR OU PLUS

	2005	2006	2007
EDF	NC	NC	516
Groupe EDF	NC	1062	1495

## NOMBRE D'ACCIDENTS MORTELS

	2005	2006	2007
EDF	NC	NC	8
Groupe EDF	NC	11	15

### 3.3 ABSENTÉISME

La méthode de calcul du taux d'absentéisme a évolué par rapport à 2006. Dans le calcul 2007, seules les absences correspondant aux catégories suivantes ont été prises en compte : absences diverses (absences non rémunérées, absences injustifiées...), ab-

sences pour maladie et absences pour accident. Les absences relatives aux activités sociales et syndicales, les congés de préretraite notamment ne sont pas intégrées.

	2005	2006	2007
EDF	NC	NC	4,0 %

### 3.4 FORMATION

EDF confirme en 2007 que le développement continu des compétences de ses salariés est au cœur de sa stratégie industrielle et sociale, illustré notamment par :

- la conclusion d'un accord sur la formation professionnelle : celui-ci donne aux salariés la possibilité d'être acteurs de leur formation en leur ouvrant de nouvelles possibilités d'initiative (Droit individuel à la formation de 20 heures par an cumulables sur six ans, mise en place d'un entretien annuel dédié, d'un bilan de compétence et d'un passeport formation, entre autres mesures) ;
- EDF a encore accru ses efforts en matière d'accueil des jeunes en formation en alternance puisque plus de 2 600 jeunes sont accueillis par des contrats d'apprentissage ou de professionnalisation. À ce titre, l'objectif d'EDF est d'accueillir 3 000 apprentis en 2008.

L'investissement formation répond à trois objectifs majeurs que sont :

- l'organisation du renouvellement et du transfert des compétences entre les générations pour anticiper les départs en retraite ;
- la meilleure adéquation des dispositifs de formation proposés afin de développer l'accès à la formation de l'ensemble des catégories de salariés, notamment des femmes ;
- le développement de parcours de professionnalisation plus individualisés, afin que chaque salarié puisse entretenir sa capacité d'adaptation aux évolutions de son métier et de son environnement.

## POURCENTAGE DE SALARIÉS AYANT SUIVI UNE FORMATION

	2005	2006	2007
Groupe EDF	87,0 %	76,2 %	65,8 %
EDF	77,6 %	78,3 %	84,6 %
Électricité de Strasbourg	65,1 %	67,4 %	64,8 %
EnBW	26,6 %	45,1 %	55,7 %

# Indicateurs

## VOLET SOCIAL

### 3.5 POLITIQUE SOCIÉTALE

Le groupe EDF a défini en 2007 une nouvelle politique sociétale visant à dynamiser ses liens internes, à optimiser et renforcer les liens avec les clients vulnérables et à créer et développer les liens avec l'ensemble des parties prenantes externes. Cette politique accompagne et vient consolider les actions existantes en les mettant en cohérence au sein du Groupe. Les principes de la politique s'inscrivent dans le respect de ceux du Pacte mondial des Nations unies et sont repris dans l'accord sur la Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) et dans le Contrat de Service Public (CSP).

Cette politique s'organise autour de trois grandes orientations :

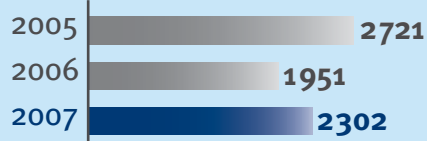
- favoriser l'accès aux services essentiels pour les personnes vulnérables ;
- développer la proximité, en soutenant les projets locaux en lien avec l'activité du Groupe et en améliorant la qualité de vie ;
- contribuer à l'effort éducatif, dans le monde de l'énergie.

### 3.6 PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

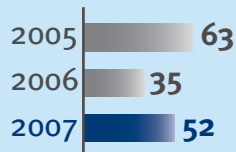
Le 7<sup>e</sup> accord triennal (2006-2008) pour l'intégration des personnes en situation de handicap à EDF renforce les outils pour l'intégration tout au long du parcours professionnel : examen périodique des évolutions de carrière, prise en compte d'objectifs adaptés, attention particulière à la formation et à la mobilité, aménagement des postes et des locaux de travail, sensibilisation du personnel et des managers, maintien dans l'emploi.

Dans le cadre de sa politique d'insertion professionnelle des personnes handicapées, EDF met l'accent sur l'apprentissage. Plus d'une trentaine de jeunes apprentis handicapés ont été accueillis en 2007 après, pour certains, un préapprentissage financé par EDF.

#### NOMBRE DE TRAVAILLEURS HANDICAPÉS (EDF)



#### NOMBRE DE TRAVAILLEURS HANDICAPÉS EMBAUCHÉS DANS L'ANNÉE AU SEIN D'EDF





Indicateurs de performance	Unité	2007	2006	2005	Périmètre		Réf. GRI
					2006-2007	2005	
<b>ÉCONOMIE</b>							
Provisions pour déconstruction et dernier cœur	Millions d'euros	13 654	13 824	13 136	2	2	
Provisions pour aval du cycle du combustible nucléaire	Millions d'euros	17 455	15 381	14 752	2	2	
<b>ENVIRONNEMENT</b>							
<b>COMBUSTIBLES &amp; MATIÈRES 1<sup>RES</sup></b>							
<b>Consommation totale de combustibles</b>							
Combustible nucléaire chargé en réacteur	t	1 151	1 227	1 253	1	1	EN 1
* Charbon	t	5 970 970	5 179 480	6 668 008	1	1	EN 1
Fioul lourd	t	1 457 050	1 646 212	1 804 930	1	1	EN 1
Fioul domestique	t	259 659	264 173	286 073	1	1	EN 1
Gaz non industriel	10 <sup>3</sup> m <sup>3</sup>	23 718	15 075	35 489	1	1	EN 1
Gaz industriel	10 <sup>3</sup> m <sup>3</sup>	1 292 403	1 585 350	1 565 130	1	1	EN 1
<b>Matières 1<sup>RES</sup> consommées provenant de sources externes à l'entreprise</b>							
<b>EAU<sup>1</sup></b>							
* Eau de refroidissement prélevée	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup>	41,2	19,5	20,6	1	1	EN 8
* Eau de refroidissement restituée	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup>	40,7	19,0	20,1	1	1	EN 8
Eau de refroidissement évaporée	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup>	0,5	0,5	0,5	1	1	EN 8
<b>Rejet d'activité dans l'eau</b>							
Tritium	TBq/tr	16,9	17,9	16,3	1	1	EN 21
Carbone 14	GBq/tr	13,0	13,3	13,3	1	1	EN 21

Périmètre 1 : EDF

Périmètre 2 : Groupe EDF

1. En 2007, les indicateurs relatifs à l'eau de refroidissement comprennent l'eau prélevée et restituée en rivière, en mer et les nappes phréatiques. Jusqu'en 2006, seule l'eau prélevée et restituée en rivière était prise en compte.

# Synthèses indicateurs

# INDICATEURS DE PERFORMANCE

Indicateurs de performance	Unité	2007	2006	2005	Périmètre		Réf. GRI
					2006-2007	2005	
<b>ENVIRONNEMENT 2</b>							
<b>AIR</b>					<b>2004-2005</b>		<b>2006</b>
<b>Émissions de gaz</b>							
* Émissions totales de CO <sub>2</sub> (incluent les installations non soumises à quotas)	Mt	78,3	84,3	23,7	2	1	EN 16
* Émissions de SO <sub>2</sub>	kt	209,7	224,5	86,3	2	1	EN 20
Émissions de NO <sub>x</sub>	kt	194,5	202,0	116,7	2	1	EN 20
Poussières	t	5 071	5 340	5 605	1	1	EN 20
Méthane	ktonnes éq. CO <sub>2</sub>	4,8	4,8	NC	1	NC	EN 16
<b>Rejets d'activité dans l'air</b>							
Carbone 14	TBq/tr	0,17	0,18	0,18	1	1	EN 20
Tritium	TBq/tr	0,47	0,52	0,73	1	1	EN 20
<b>DÉCHETS</b>							
<b>Déchets nucléaires</b>							
* Déchets radioactifs de très faible activité issus de la déconstruction	t	1703	4275	5557	1	1	EN 24
* Déchets radioactifs solides de faible et moyenne activité à vie courte	m <sup>3</sup> /TWh	10,8	12,8	14,0	1	1	EN 24
* Déchets radioactifs solides de haute et moyenne activités à vie longue	m <sup>3</sup> /TWh	0,88	0,87	0,88	1	1	EN 24
Combustible nucléaire usé évacué	t	1 202	1 199	1 190	1	1	EN 24
<b>Déchets conventionnels<sup>3</sup></b>							
* Déchets dangereux	t	NC	23 209	24 241	1	1	EN 22
* Déchets non dangereux	t	NC	114 497	113 885	1	1	EN 22
* Déchets industriels conventionnels valorisés	t	NC	97 243	74 119 <sup>3.1</sup>	1	1	EN 22
<b>ÉNERGIE</b>							
Énergies renouvelables : quantité d'électricité et de chaleur produite à partir d'énergies renouvelables (hors hydraulique) <sup>4</sup>	GWh	4 356	1 564	1 159	2	2	EN 6
<b>Consommation directe d'énergie, répartie par source primaire</b>							
Consommations internes, électricité de pompage	TWh	7,7	7,5	6,6	1	1	EN 3
Consommations internes, électricité	TWh	23,1	23,4	23,5	1	1	EN 3
<b>MANAGEMENT</b>							
* Dépenses de protection de l'environnement <sup>5</sup>	Millions d'euros	2 733	2 951	2 256	2	1	EN 30
dont dotations aux provisions	Millions d'euros	1 478	1 908	1 523			
Management de l'environnement (ISO 14001)		Existence d'un SME dans l'ensemble du Groupe			2	2	

2. Les données Groupe 2007 n'incluent pas Edison, ni Dalkia.

3. Déchets conventionnels sont reportés sur l'année précédente (N-1) donc non communiqués (NC) pour l'exercice 2007, mais pour l'exercice 2006.

3.1. Le chiffre n'intègre que les déchets non dangereux.

4. En 2007, l'indicateur comprend également la chaleur produite.

5. En 2007, le périmètre des dépenses n'inclut pas Edison, ni Dalkia, et inclut Figlec. En 2005 et 2006, le périmètre des dépenses n'inclut ni Edison, ni Dalkia, ni Figlec.

GRI : Global Reporting Initiative  
GC : Global Compact

Périmètre 1 : EDF  
Périmètre 2 : Groupe EDF

Indicateurs de performance Groupe	Unité	2007	2006	2005	Périmètre		Réf. GRI
					2006-2007	2005	
<b>SOCIAL<sup>1</sup></b>							
<b>EFFECTIF &amp; RÉPARTITION</b>							
EDF + RTE	nbre	105 322	106 565	109 494	1	1	LA 1
* TOTAL Groupe EDF	nbre	158 640	156 524	161 560	2	2	LA 1
* Nbre de cadres	nbre	31 770	29 096	27 220	2	1	LA 1
* Pourcentage de femmes dans le collège Cadres	%	20,5 %	20,1 %	19,9 %	2	2	LA 13
Nbre de non-cadres	nbre	126 870	127 428	NC	2	NC	
Égalité professionnelle:							
- effectif hommes	nbre	121 730	106 838	84 285	2	1	LA 13
- effectif femmes	nbre	36 910	32 525	24 272	2	1	LA 13
* - hommes cadres	nbre	25 254	23 258	21 798	2	1	LA 13
* - femmes cadres	nbre	6 516	5 838	5 422	2	1	LA 13
<b>EMBAUCHES/DÉPARTS</b>							
* Embauches	nbre	11 294	3 849	2 042	2	1	LA 2
Autres arrivées	nbre	2 682	NC	NC	2	NC	LA 2
* Départs en inactivité	nbre	4 320	3 561	2 441	2	1	LA 2
* Démissions	nbre	3 486	1 313	121	2	1	LA 2
* Licenciements-révocations	nbre	1 642	348	36	2	1	LA 2
* Autres départs <sup>2</sup>	nbre	4 572	2 122	851	2	1	LA 2
<b>ORGANISATION DU TEMPS TRAVAIL</b>							
Salariés à temps partiel	nbre	23 964	26 306	25 185	2	1	LA 3
<b>CONDITIONS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ</b>							
* Accidents mortels	nbre	15	11	5	2	1	LA 7
* Taux de fréquence <sup>3</sup>		6,3	5,1	4,7	2	1	LA 7
* Accidents du travail (avec arrêt d'un jour ou plus)	nbre	1 495	1 062	NC	2	NC	LA 7
<b>RELATIONS PROFESSIONNELLES</b>							
Pourcentage d'employés couverts par des conventions collectives <sup>4</sup>	%	95 %	96 %	97 %	2	2	LA 4
<b>FORMATION</b>							
* Nbre de salariés ayant bénéficié d'une formation <sup>5</sup>	nbr	104 393	95 739	84 937	2	2	LA 10
<b>Emploi et insertion des travailleurs handicapés</b>							
Nbre de travailleurs handicapés <sup>6</sup>	nbre	3 260	3 077	2 721	2	1	LA 13

1. En 2006, les indicateurs (hormis l'effectif total Groupe) ne prenaient pas en compte Dalkia, ECW, SSE et EDF Trading.

Ces entités sont consolidées dans les indicateurs 2007.

2. En 2007, les décès sont inclus dans la catégorie « Autres départs », alors qu'ils étaient communiqués à part les années précédentes.

3. En 2007, hors EDF Trading et Synergie.

4. En 2007, hors EDF Trading, Dalkia International et Synergie.

5. En 2007, hors EDF Energy, EDF Trading, Dalkia International et Synergie.

6. En 2007, hors EDF Energy et EDF Trading.

Périmètre 1 : EDF

Périmètre 2 : Groupe EDF



## Synthèses indicateurs

# INDICATEURS DE PERFORMANCE

Indicateurs de performance EDF	Unité	2007	Réf. GRI
<b>SOCIAL</b>			
<b>EFFECTIF &amp; RÉPARTITION</b>			
<b>Effectif &amp; répartition</b>			
Total statutaires EDF (au 31/12)	nbre	96 078	LA 1
EDF non statutaire CDI	nbre	520	LA 1
EDF non statutaire CDD	nbre	174	LA 1
Total EDF non statutaires	nbre	694	LA 1
TOTAL EDF	nbre	96 772	
Nbre de cadres	nbre	24 596	LA 1
Pourcentage de femmes dans le collège Cadres	%	21,4 %	LA 1
Nbre de non-cadres	nbre	72 176	LA 13
Techniciens et agents de maîtrise	nbre	51 560	LA 1
Agents d'exécution	nbre	20 616	LA 1
Égalité professionnelle:			
- effectif hommes	nbre	73 743	LA 13
- effectif femmes	nbre	23 029	LA 13
- hommes cadres	nbre	19 328	LA 13
- femmes cadres	nbre	5 268	LA 13
<b>EMBAUCHES/DÉPARTS</b>			
Embauches	nbre	1 938	LA 2
Intégration & réintégration	nbre	377	LA 2
Autres arrivées <sup>1</sup>	nbre	504	LA 2
Départs en inactivité	nbre	3 556	LA 2
Démissions	nbre	129	LA 2
Licenciements-révocations	nbre	26	LA 2
Décès	nbre	157	LA 2
Autres départs <sup>1</sup>	nbre	860	LA 2
<b>HEURES SUPPLÉMENTAIRES</b>			
Volume d'heures supplémentaires	en milliers	3 863	
<b>MAIN-D'ŒUVRE EXTÉRIEURE</b>			
Nbre moyen mensuel d'intérimaires <sup>2</sup>	nbre	(2007) ND (2006) 2424	LA 1
<b>ORGANISATION DU TEMPS TRAVAIL</b>			
Salariés à temps plein	nbre	77 904	LA 1
Salariés à temps partiel	nbre	18 868	LA 1
Salariés en service continu	nbre	8 363	LA 1

Indicateurs de performance EDF	Unité	2007	Réf. GRI
<b>SOCIAL</b>			
<b>ABSENTÉISME</b>			
* Absentéisme	%	4,0 %	LA 7
Heures maternité & congés familiaux/durée effective du travail	%	0,7 %	LA 7
<b>CONDITIONS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ</b>			
Accidents mortels	nbre	8	LA 7
Taux de fréquence		3,8	LA 7
* Taux de gravité <sup>3</sup>		0,19	LA 7
Accidents du travail (avec arrêt d'un jour ou plus)	nbre	516	LA 7
<b>RÉMUNÉRATIONS/CHARGES SOCIALES/INTÉRESSEMENT</b>			
Rémunérations mensuelles principales :			
- Cadres	€	4 018	EC 1
- Techniciens et agents de maîtrise	€	2 386	EC 1
- Agents d'exécution	€	1 853	EC 1
Charges de personnel	millions d'euros	6 761	EC 1
Montant moyen de l'intéressement par salarié	euros	922	EC 1
<b>RELATIONS PROFESSIONNELLES</b>			
Nbre d'accords collectifs signés (France)	nbre	8	HR 5
Pourcentage d'employés couverts par des conventions collectives <sup>4</sup>	%	99,3 %	LA 4
<b>FORMATION</b>			
Nbre de salariés ayant bénéficié d'une formation	nbre	81 848	LA 10
<b>EMPLOI ET INSERTION DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS</b>			
Nbre de travailleurs handicapés	nbre	2 302	LA 13
* Nbre de travailleurs handicapés embauchés	nbre	52	LA 13
<b>ŒUVRES SOCIALES</b>			
Budget des comités (montant comptabilisé au titre du 1 %)	millions d'euros	285	

1. Les arrivées et départs des CDD saisonniers sont exclus du décompte.

2. Le chiffre 2007 n'est pas disponible à la date de reporting.

3. Le taux de gravité ne prend pas en compte les jours d'arrêt de 21 accidents sur 516 pour lesquels la donnée n'est pas disponible.

4. Les employés d'EDF ne dépendent pas d'une convention collective au sens de la loi, mais ils dépendent du Statut des Industries Électriques et Gazières.



22-30, avenue de Wagram  
75382 Paris Cedex 08

[edf.com](http://edf.com)

SA au capital de 911 085 545 euros – 552 081 317 RCS Paris